

L'INFORMATIQUE COMMUNALE

1 — Les années 70 :

On assiste à deux phénomènes : le développement d'une informatique de gestion classique, et l'apparition des projets de « banques de données urbaines ».

1) La gestion : C'est essentiellement l'informatisation de la paye et de la gestion du personnel communal, ainsi souvent que celle du fichier électoral.

2) Les banques de données :

Deux approches coexistent :
a) en France, pays de forte centralisation administrative, on tente de verser dans la même banque des données issues de différents fichiers administratifs. Les difficultés commencent au stade de la connexion d'informations de sources différentes et de leur interprétation : « Identifiants », terminologie et signification sont différents.

b) dans d'autres pays (notamment Scandinavie), s'est propagée l'idée d'informatiser le travail des services administratifs locaux en constituant des fichiers « partagés » entre les services, de façon à diminuer le nombre d'échanges directs et répétitifs d'information entre ces services.

Mais, après quelques années, le bilan est assez décevant : beaucoup d'expériences en France comme à l'étranger, n'ont pas donné les résultats escomptés ou annoncés par les concepteurs. Certains systèmes « tournent », mais au prix de budgets très lourds. Ainsi en France :

— à **Marseille**, un système intègre des données cartographiques (les plans du cadastre et des Services de l'urbanisme sont mémorisés et mis à jour par ordinateur) et, avec moins de succès, la gestion des dossiers d'urbanisme. Le coût d'investissement a été de l'ordre de 3 milliards de centimes.

— à **Lille**, on a tenté de mémoriser les plans de tous les réseaux du sous-sol (égouts, EDF...) pour faciliter les travaux de voirie. Les coûts ont été énormes (10 milliards de centimes) pour des résultats incertains. D'autres systèmes de ce type ont été mis en place ou envisagés, mais à une échelle plus restreinte.

— à **Angers**, une banque de données rassemble des informations issues de l'Équipement, du Cadastre... Là encore l'utilisation est limitée.

Dans d'autres pays, on a connu les mêmes déboires. Aux USA, l'organisme chargé de promouvoir des systèmes informatiques pour les villes a été dissout. En Scandinavie même leur intérêt commence à être contesté.

Une autre tentative marquante débute vers 1973 aux USA et en Scandinavie, puis en France. Il s'agit de mettre au point des répertoires géographiques, qui seraient utilisés dans tous les fichiers où les événements décrits sont rattachés à un endroit du sol : population, permis de construire, accidents de circulation, propriétés foncières, éclairage public...

Là encore, au bout de quelques années, une partie des projets a été abandonnée. Il reste essentiellement le répertoire géogra-

phique urbain (R.G.U.) qui couvre les zones les plus urbanisées des communes, mais soulève de leur part des critiques : lourdeur d'emploi, fiabilité incertaine.

2 — Les points forts de l'évolution actuelle

Outre le R.G.U., la paye et le fichier électoral, il existe désormais quelques systèmes qui fonctionnent dans certaines villes :

— l'enregistrement des permis de construire, selon des critères correspondants aux procédures d'instruction ou à des recherches par zones géographiques ;

— des fichiers sur les acquisitions immobilières des communes et sur les prix fonciers ;

— des fichiers sur l'état des immeubles, constitués soit à partir des fichiers administratifs conçus à d'autres fins, soit à partir d'enquêtes sur le terrain, soit les deux.

Schématiquement, il semble qu'il y ait cinq axes de développement :

1) l'informatisation de la gestion du budget communal, avec en particulier :

— la comptabilité automatique des stocks et des dépenses, qui permet de restreindre certaines dépenses, ce qui est bien utile en temps de crise,

— des modèles de prévision de dépenses, qui peuvent tourner sur micro-ordinateur.

2) la mise au point d'automates ou de systèmes à temps réel sur des « crâneaux » bien précis :

— sécurité des grands bâtiments publics...

— contrôle de la circulation et des carrefours

3) les fichiers de gestion des dossiers instruits par les communes (surtout dans l'hypothèse d'une décentralisation de la structure administrative française dans les années qui viennent : par exemple, les permis de construire).

4) Les fichiers rassemblant des informations utiles aux études urbaines (démographie, emploi, logement, trafic...).

5) Les outils d'aide à l'aménagement urbain :

— modèles prévisionnels sur le prix des terrains et la croissance urbaine.

— dessin assisté par ordinateur, consoles de visualisation de projets d'architecture ou d'organisation de quartiers, et de simulation de trafic...

Par contre, d'autres points sont plus problématiques :

a) les systèmes intégrés ne paraissent pas avoir le succès escompté par les premiers concepteurs de banques de données. Tout au plus cherche-t-on à ménager l'avenir un prévoyant des « passerelles » entre systèmes restreints, par exemple en employant des identifiants communs comme le R.G.U.

En réalité l'opinion des utilisateurs sur cette question est très hétérogène, et est souvent liée à leur appréciation d'ensemble sur l'informatique.

b) les systèmes cartographiques, au rang desquels on peut compter la mémorisation des réseaux (cables EDF, conduites de gaz, eau...), n'ont pas encore convaincu. Compte tenu de leurs particularités (nécessité de collecter une information de base gigantesque), les coûts risquent de rester élevés (1).

c) Enfin l'informatique « grand public » (Teletel à Vélisy, Claire à Grenoble) va-t-elle se développer aussi rapidement que ses thuriféraires l'annoncent ?

3 — Les critiques

1) Il y a d'abord celles des utilisateurs eux-mêmes : la lourdeur des systèmes, leur coût, leurs résultats effectifs. Cette critique concerne en particulier les grands systèmes.

Cette critique ne s'applique pas forcément à certains programmes de gestion courante, tels que la paye des employés municipaux. Ici le risque est plutôt de voir ces programmes détournés pour contrôler, par exemple, l'absentéisme ou pour enregistrer des appréciations sur le personnel. Mais cela n'est pas propre aux systèmes communaux...

2) Un effet plus pervers peut être rencontré, lorsque l'informatique est utilisée pour rompre les cloisonnements, eux-mêmes pernicieux, entre les différents services d'une grande ville. La chasse aux répétitions, aux doubles emplois, la rationalisation des tâches et des circuits d'information, la substitution de machines (par exemple dans les secrétariats), peut bien souvent, dans l'état actuel des choses, conduire à des compressions d'emploi, à des réorganisations brutales. Elle peut aussi démultiplier les moyens de contrôle de la hiérarchie (par exemple du Secrétaire Général de la mairie) sur l'activité des uns et des autres. Ce type de phénomène a déjà été rencontré lors d'une des expériences les plus systématiques d'informatisation, dans une grande ville du nord de la France.

3) Mais l'une des caractéristiques propres à l'informatique communale est qu'elle accompagne des actions tournées vers la population locale, vers les usagers. Constituer un fichier de logement, préparer un plan d'aménagement sur écran, ne sont pas des choix neutres, de simples modifications de l'activité des services : cela postule en général que, l'orientation urbaine étant fixée, on manque simplement d'« Informations » pour l'appliquer le mieux possible. Cette idée force du recueil d'informations peut ainsi servir à une double supercherie : — en abritant des choix politiques, sociaux, derrière une pseudo-rationalité technique ;

— en désinformant les usagers à la mesure de la surinformation des décideurs, ceux-ci interposant entre eux et la population un « Système scientifique ». Que penser, par exemple, de ces systèmes d'information sur l'habitat où l'on prépare des opérations de rénovation après avoir recueilli des dizaines de données, sans avoir consulté les



habitants concernés autrement qu'à travers des sondages individuels ponctuels dont ils ne perçoivent pas la finalité ?

Un élu local d'une ville moyenne (40.000 hab), ayant constaté que les immeubles d'un quartier abandonné par ses habitants étaient dans un état lamentable, se reprochait... de ne pas avoir mis en place un système informatisé qui l'aurait averti à temps !

Cet effet d'écran peut être accentué par la technique des *modèles prévisionnels*. Faut-il prévoir la demande potentielle de logements ? Ou calculer, implicitement, la « demande solvable », catégorie marchande qui ne recoupe pas forcément les besoins sociaux... Au cours d'une conférence, un informaticien avouait que, pour faire tourner ses modèles de prévision urbaine en Amérique du Sud, il avait dû « gommer »... les bidonvilles !

4) Les effets prévus ne dépendent pas, comme on l'a trop prétendu, de la taille des systèmes en cause, mais plutôt de l'atti-

tude générale des élus, des techniciens locaux vis-à-vis des usagers et de leur approche de l'informatique, dans ce cadre. Là où domine l'esprit technocratique (de droite ou de gauche) selon lequel il suffirait que quelques « décideurs » disposent de beaucoup de d'informations, le risque est gros de voir intervenir les organismes de conseil, et les SSCI (poussées en avant par le Ministère de l'Industrie) qui apporteront leurs « solutions ». Ce mécanisme étant à son tour porteur d'un danger sérieux de *normalisation* et de fausse rationalité.

Prenons un nouvel exemple : une grande ville de France avait envisagé de créer un système d'inscription automatique des enfants de 3 ans dans les maternelles. Les critères étaient « objectifs » : nombre d'enfants déjà inscrits, proximité du domicile... Encore fallait-il, pour que ça marche, que les directrices d'école appliquent toutes les mêmes règles de priorité, et que les parents déclarent leurs changements de

domicile, autrement dit qu'on constitue un fichier d'adresses ! Et nous voilà en plein contrôle social.

Heureusement, le danger a été perçu par une partie des intéressés, et l'on a préféré (provisoirement ?) mettre le projet de côté.

De leur côté les SSCI sont maintenant maintenant incitées à rechercher des marchés dans les pays du Tiers-Monde, pour y répandre les mêmes méthodes...

5) Restent les outils « grand public » type Teletel qui, outre qu'ils « visent » certaines catégories sociales (cadres), posent le problème de la *médiatisation* des relations sociales. Nous y revenons par ailleurs.

(*) Toutefois, ce pronostic un peu pessimiste pourraient être infléchi par deux éléments :

— l'éventualité que soient constitués par un organisme national des fichiers cartographiques automatisés pour un grand nombre de communes ;
— l'apparition de micro-ordinateurs graphiques permettant de traiter et de mettre à jour, à peu de frais, ces fichiers.